

VILLE DE ROANNE

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance publique du jeudi 13 octobre 2022

MONSIEUR LE MAIRE CERTIFIE :

N°10

RESSOURCES HUMAINES

- Organisation du vote
électronique pour les
élections professionnelles
2022
- Approbation

1. *que la convocation de tous les conseillers municipaux en exercice a été faite dans les formes et délais prescrits par la loi ;*
2. *que le nombre des conseillers en exercice, au jour de la séance était de 39 sur lesquels il y avait 35 membres présents lors de la présente délibération, à savoir :*

M. Yves NICOLIN, Mme Clotilde ROBIN, M. Lucien MURZI, Mme Sophie ROTKOPF, M. Jean-Jacques BANCHET, Mme Corinne TRONCY, M. Fabien LAMBERT, Mme Catherine DUFOSSE, M. Gilles PASSOT, Mme Fanny FESNOUX, M. Pascal LASSAIGNE, Mme Marie-Laure DANA BURNICHON, M. Edmond BOURGEON, Mme Hélène LAPALUS, M. Guy SERGENTON, Mme Maryvonne LOUGHRAIEB, Mme Catherine BRUN, M. Christian DORANGE, Mme Valérie PROST MALLET, Mme Virginie BERNIER, M. Guillaume BRASSEUR MINARD, Mme Adina LUPU BRATILOVEANU, M. Mahdi NOUIBAT, Mme Vickie REDEUILH, M. Yohan RIVOLLIER, M. Romain BOST, M. Quentin GUILLERMIN, M. Alexandre GRANGE, Mme Sabine VERMOREL, M. Christophe PION, M. Bernard GERBOT, M. Denis VANHECKE, Mme Brigitte DUMOULIN, Mme Marie-Hélène RIAMON, M. Andrea IACOVELLA

Secrétaire élu(e) pour la durée de la session : M. Edmond BOURGEON

A l'ouverture de la séance, Monsieur le Président a déposé sur le bureau de l'assemblée, le pouvoir écrit donné à un collègue par les conseillers municipaux empêchés d'assister à la séance, de voter en leur nom, par application de l'article L. 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Absents ayant donné mandat :

Mme Jade PETIT à M. Fabien LAMBERT, Mme Vanessa BARBANT à M. Romain BOST, M. Franck BEYSSON à M. Bernard GERBOT

Absent sans mandat :

Mme Christine CHEVILLARD

Le Conseil Municipal a donné acte de ce dépôt.

Mme Fanny FESNOUX, Adjointe, soumet au Conseil Municipal le rapport suivant :

Vu le décret n° 2014-793 du 9 juillet 2014 relatif aux conditions et modalités de mise en œuvre du vote électronique par internet pour l'élection des représentants du personnel au sein des instances de représentation du personnel de la fonction publique territoriale.

Vu le décret n° 2021-571 du 10 mai 2021 relatif aux Comités Sociaux Territoriaux (C.S.T.) des collectivités territoriales et de leurs établissements publics.

Vu le décret n° 2016-1858 du 23 décembre 2016 relatif aux Commissions Consultatives Paritaires (C.C.P.) de la fonction publique territoriale.

Vu le décret n° 2020-1533 du 8 décembre 2020 relatif aux Commissions Administratives Paritaires (C.A.P.) et aux conseils de discipline de la fonction publique territoriale.

Vu le décret n° 89-229 du 17 avril 1989 relatif aux commissions administratives paritaires des collectivités territoriales et de leurs établissements publics.

Vu la loi n° 2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique.

Article 1 – Objet

La présente délibération a pour objet l'organisation des élections des représentants du personnel du C.S.T., des C.A.P. et de la C.C.P. de la Ville de Roanne.

Elle définit :

- les modalités de fonctionnement du système de vote ;
- le calendrier et le déroulement des opérations électorales ;
- les jours et heures d'ouverture et de clôture du scrutin ;
- l'organisation des services chargés d'assurer la conception, la gestion, la maintenance, le contrôle effectif du système de vote électronique ;
- les modalités de l'expertise ;
- la composition de la cellule d'assistance technique ;
- la liste des bureaux de vote électronique et leur composition ;
- les modalités d'accès au vote.

Article 2 - Modalités de vote par voie électronique

Conformément au I. de l'article 4 du décret 2014-793 du 9 juillet 2014, une seule modalité d'expression des suffrages doit être proposée pour tous les électeurs appelés à participer au même scrutin.

Le recours au vote électronique par internet est organisé dans le respect des principes fondamentaux qui commandent les opérations électorales, notamment :

- la sincérité des opérations électorales ;
- l'accès au vote de tous les électeurs ;
- le secret du scrutin ;
- le caractère personnel, libre et anonyme du vote ;
- l'intégrité des suffrages exprimés ;
- la surveillance effective du scrutin ;
- le contrôle a posteriori par le juge de l'élection.

Article 3 - Organisation des services chargés d'assurer la conception, la gestion, la maintenance, le contrôle effectif du système de vote électronique

La mise en œuvre du vote électronique est placée sous le contrôle de l'autorité territoriale de la Ville de Roanne.

Conformément à la possibilité ouverte par l'article 1 du Décret n° 2014-793 du 9 juillet 2014 susvisé, la Ville de Roanne décide de confier à un prestataire externe la conception, la gestion, la maintenance et le contrôle effectif du système de vote électronique.

Le prestataire tiendra informé de toutes les opérations en cours les membres de la cellule d'assistance.

Le prestataire s'engage contractuellement à garantir le respect de l'ensemble des dispositions législatives et réglementaires en vigueur et régissant l'organisation de scrutins par voie électronique.

Article 4 - Dates, durée des élections et mode de scrutin.

L'autorité territoriale la Ville de Roanne convoque l'ensemble des électeurs à procéder à l'élection de leurs représentants : **du jeudi 1^{er} décembre à 9h00 au jeudi 8 décembre à 15h30.**

L'ensemble des scrutins se déroulera par voie électronique sur la plateforme : <https://electionproRAVDR.legavote.fr>.

Les membres de ces conseils sont élus au scrutin de liste, sans raturage, avec répartition proportionnelle à la plus forte moyenne.

Pour chaque représentant, un suppléant est élu dans les mêmes conditions que le titulaire.

Article 5 – Scrutins concernés et répartition des sièges

Le nombre de sièges à pourvoir pour chaque instance est défini comme suit :

| Instances | Nombre de sièges | | |
|-----------|------------------------------|------------------------------|------------------------------|
| | Catégorie A | Catégorie B | Catégorie C |
| CST | 6 titulaires et 6 suppléants | | |
| CCP | 3 titulaires et 3 suppléants | | |
| CAP | 3 titulaires et 3 suppléants | 4 titulaires et 4 suppléants | 5 titulaires et 5 suppléants |

Article 6 – Listes électorales

6-1 : Electorat

a) Comité Social et Territorial

Sous réserve qu'elles exercent leurs fonctions dans le périmètre du Comité Social Territorial, les personnes remplissant les critères ci-dessous sont électrices d'office.

| Catégories | Conditions |
|-------------------------|---|
| Fonctionnaire titulaire | Être en position d'activité ou de congé parental ou être accueillis en détachement ou mis à disposition de la Ville de Roanne |

| | |
|-------------------------|---|
| Fonctionnaire stagiaire | Être en position d'activité ou de congé parental. |
| Agent contractuel | 1 - Bénéficiaire d'un contrat à durée indéterminée ou, depuis au moins deux mois d'un contrat d'une durée minimale de six mois ou d'un contrat reconduit successivement depuis au moins six mois ; 2 - Exercer leurs fonctions ou être en congé rémunéré ou en congé parental. |

Cas particuliers :

Les agents mis à disposition d'une organisation syndicale sont électeurs dans leur collectivité d'origine.

Les agents mis à disposition ou détachés auprès d'un groupement d'intérêt public ou d'une autorité publique indépendante sont électeurs dans leur collectivité d'origine.

b) Commission Administrative Paritaire

Le décret n° 202-1533 du 8 décembre 2020 simplifie la composition des C.A.P. en supprimant les groupes hiérarchiques.

Sous réserve qu'elles soient titulaires et qu'elles occupent un emploi à temps complet ou à temps incomplet, les personnes remplissant les critères ci-dessous sont électrices d'office.

| Catégories | Conditions |
|------------|---|
| A,B,C | Les fonctionnaires titulaires à temps complet ou à temps non complet en position d'activité, de détachement ou de congé parental. |

Cas Particulier :

Les fonctionnaires mis à disposition sont électeurs dans leur collectivité ou établissement d'origine.

Les fonctionnaires en position de détachement sont électeurs à la fois au titre de leur situation d'origine et de leur situation d'accueil, sauf si la même commission reste compétente dans les deux cas.

c) Commission Consultative Paritaire

L'article 12 de la loi de transformation de la fonction publique du 6 août 2019 remplace les commissions consultatives paritaires par catégorie par une commission consultative paritaire unique.

Sous réserve qu'elles soient contractuelles, les personnes remplissant les critères ci-dessous sont électrices d'office.

| Conditions | |
|------------|---|
| 1- | Bénéficiaire soit d'un contrat à durée indéterminée, soit, depuis au moins deux mois, d'un contrat d'une durée minimale de six mois, soit d'un contrat reconduit sans interruption depuis au moins six mois ; |
| 2- | Et exercent leurs fonctions ou sont en congé rémunéré ou en congé parental. |

Cas particulier :

Les agents mis à disposition sont électeurs dans leur collectivité ou établissement d'origine.

6-2 : Affichage des listes électorales

Les listes électorales seront dressées par l'administration et affichées au moins 60 jours avant la date des scrutins dans les locaux de la collectivité territoriale, soit au plus tard le **2 octobre 2022**.

6-3 : Révision des listes électorales

Dans un délai de 10 jours après la publication, soit jusqu'au **12 octobre 2022**, les électeurs pourront dresser des réclamations en cas d'erreur ou d'omission sur les listes. Passé ce délai, aucune modification n'est alors admise.

Les demandes pourront se faire par voie dématérialisée en suivant le lien suivant :

<https://electionproRAVDR.legavote.fr/subscriptions>

L'administration statuera de manière motivée sur les réclamations dans un délai de 3 jours ouvrés.

Article 7- Candidatures

7-1 : Modalités de dépôt des candidatures

Les Organisations Syndicales qui remplissent les conditions fixées par l'article 9 bis de la loi du 13 juillet 1983 peuvent déposer leur candidature, qui devra :

- mentionner les noms, prénoms et sexe de chaque candidat et indiquer le nombre de femmes et d'hommes ;
- ne comporter aucune mention de titulaire et suppléant ;
- comporter un nombre pair de noms ;
- respecter la représentation Homme/Femme établi en fonction de l'effectif ;
- comporter un nombre de colistiers au moins égal aux deux tiers et au plus au double du nombre de sièges à pourvoir ;
- être déposé avant le 22 octobre 2022 soit au moins 6 semaines avant le début du scrutin ;
- comporter une déclaration de candidature signée par chacun des colistiers.

Une liste peut être commune à plusieurs Organisations Syndicales.

Le dépôt de candidature se fera à l'adresse suivante : Direction des Ressources Humaines – Service Gestion collective – Centre administratif de Roanne – Place de l'Hôtel de Ville - 42300 ROANNE, du mardi 13 septembre 2022 au jeudi 20 octobre 2022 sur les horaires suivants : 8h00-12h00 / 13h30-17h30 et donnera lieu à la délivrance d'un récépissé remis au délégué de liste ou à son suppléant désigné.

L'autorité territoriale peut constater l'irrecevabilité de la candidature et devra en informer le délégué au plus tard le jour suivant la date limite de dépôt.

7-2 : Modalités de mise à disposition des candidatures et des professions de foi

Les listes établies dans les conditions fixées par le décret du 10 mai 2021 susvisé sont affichées dans la collectivité territoriale ou l'établissement auprès duquel est placé le comité social territorial, au plus tard le deuxième jour suivant la date limite fixée pour leur dépôt, soit le **22 octobre 2022**. Les rectifications apportées ultérieurement sont affichées immédiatement.

Aucun autre retrait de candidature ne peut être opéré après le dépôt des listes.

Conformément à l'article 13 du Décret du 9 juillet 2014, Les listes et professions de foi seront également transmises par voie postale, et mises en ligne sur la plateforme de vote à l'adresse suivante <https://electionproRAVDR.legavote.fr> au plus tard le **16 novembre 2022**.

Article 8 - Bureaux de vote

8-1 : Composition

Un bureau de vote par scrutin et un bureau de vote centralisateur sont constitués pour surveiller les opérations de vote.

Chacun est composé d'un président, d'un secrétaire et de délégués des listes candidates.

8-2 : Rôles

Avant le début du scrutin, le bureau de vote électronique procède à l'établissement et à la répartition des clefs de chiffrement, vérifie que les composantes du système de vote électronique ayant fait l'objet d'une expertise n'ont pas été modifiés et s'assure que les tests prévus ont été effectués. Il vérifie également que les urnes sont vides, scellées et chiffrées et procède au scellement du système de vote, de la liste des candidats, de la liste des électeurs et des heures d'ouverture et de fermeture des urnes.

Article 9 - Modalités de fonctionnement du système de vote électronique

L'élection est organisée sous la forme exclusive d'un vote électronique respectant les principes fondamentaux qui commandent les opérations électorales, notamment la sincérité des opérations électorales, l'accès au vote de tous les électeurs, le secret du scrutin, le caractère personnel, libre et anonyme du vote, l'intégrité des suffrages exprimés, la surveillance effective du scrutin.

La conception, la gestion et la maintenance du système de vote électronique sont confiées au prestataire LEGAVOTE (878 188 176 R.C.S. Lyon).

9-1 : Scellement du système de vote

Lors de la réunion de scellement, les membres des bureaux de votes présents, via visio-conférence à l'adresse <https://electionproRAVDR.legavote.fr>, seront invités à saisir à tour de rôle, un mot de passe (associé à leur clé personnelle qui leur est personnellement attribuée) dont eux seuls ont connaissance (cette garantie s'appliquant également au personnel technique de l'équipe LEGAVOTE).

Au moins 3 clés seront éditées par les membres du bureau de vote (a minima, une pour le Président du bureau de vote et deux tiers de la totalité des clés aux délégués de liste). Le dépouillement est effectué par la combinaison d'au moins deux clés de chiffrement (dont celle du Président et celle d'au moins un délégué de liste).

En cas d'absence ou d'empêchement, le président est remplacé par le secrétaire.

9-2 : Procédure de vote

9-2-1 : Diffusion des identifiants

Chaque électeur devra recevoir, par courrier postal, des moyens d'authentification lui permettant de prendre part au scrutin. Ce courrier contiendra également une notice détaillée sur le déroulé des scrutins et l'utilisation du système de vote.

9-2-2 : Déroulement du vote

L'électeur se rend sur la plateforme de vote accessible à l'adresse <https://electionproRAVDR.legavote.fr>, puis s'identifie selon la procédure suivante :

- saisie d'un identifiant transmis par courrier papier ;
- saisi son mot de passe transmis par courriel ;
- enfin, l'électeur devra saisir les 6 chiffres que composent un code à usage unique transmis sur son téléphone portable ou via un serveur vocal.

Ces moyens d'authentification permettent au serveur de vérifier l'identité de l'électeur et de l'empêcher de voter plusieurs fois pour le même scrutin.

Après connexion, l'électeur accède aux listes de candidats. Il est invité à exprimer son vote. Le bulletin de vote apparaît clairement à l'écran et est modifiable avant validation. La validation rend définitif le vote et interdit toute modification ou suppression du suffrage exprimé. Le vote blanc est possible.

Le suffrage ainsi exprimé est anonyme et chiffré par le système. La transmission du vote et l'émargement font l'objet d'un accusé de réception automatiquement envoyé à l'électeur sur son adresse professionnelle.

9-2-3 : Mise à disposition de postes informatiques

L'électeur a la possibilité d'exprimer son vote par internet sur un poste dédié dans un local aménagé à cet effet, situé dans les services de la collectivité ou de l'établissement concerné et accessible pendant les heures de service. La collectivité s'assure que les conditions nécessaires à l'anonymat, la confidentialité et le secret du vote sont respectées. Cette durée de mise à disposition des postes dédiés est identique à la période durant laquelle le vote à distance est ouvert.

- Direction des Ressources Humaines – Hall d'entrée - Centre administratif Paul Pillet – Place de l'Hôtel de Ville - 42300 ROANNE ;
- Centre Technique Municipal (CTM), Salle de formation - Impasse de la Marne – 42300 ROANNE ;
- Serres municipales – salle de réunion au 1er étage des bureaux côté 10 rue Seguin – 42300 ROANNE.

Tout électeur qui se trouverait dans l'incapacité de recourir au vote électronique à distance et/ou qui rencontrerait des difficultés à utiliser le service, peut se faire assister par un électeur de son choix sur l'un des postes dédiés.

9-2-4 : Centre d'appel

La Ville de Roanne met en place un centre d'appel chargé de répondre aux électeurs afin de les aider dans l'accomplissement des opérations électorales pendant toute la période de vote. Ce centre d'appel est joignable au 04.77.23.47.12 ou au 04.77.23.47.32 horaires suivants : 8h00-12h00 / 13h30-17h30.

9-3 : Clôture du scrutin et dépouillement

Dès la clôture du scrutin, le contenu des urnes, les listes d'émargement et les états courants générés par les serveurs sont figés, horodatés et scellés automatiquement sur l'ensemble des serveurs dans des conditions garantissant la conservation des données.

Le bureau de vote électronique centralisateur contrôle, avant le dépouillement, le scellement du système.

Le dépouillement du scrutin est public (ouvert aux électeurs) et se fait via visio-conférence à l'adresse suivante <https://electionproRAVDR.legavote.fr>.

Il aura lieu le jeudi 8 décembre à 16h00.

Le décompte des voix obtenues par chaque candidat ou liste de candidats apparaît lisiblement à l'écran et fait l'objet d'une édition sécurisée afin d'être porté au procès-verbal. Le bureau de vote contrôle que la somme des suffrages exprimés et des votes blancs émis par voie électronique correspond au nombre de votants de la liste d'émargement électronique.

Le système de vote électronique est scellé après la décision de clôture du dépouillement prise par le président du bureau de vote. Le scellement interdit toute reprise ou modification des résultats. Toutefois, la procédure de décompte des votes enregistrés doit pouvoir être déroulée de nouveau si nécessaire.

Article 10 – Expertise indépendante

Préalablement à la mise en place ou à toute modification substantielle de sa conception, le système de vote électronique fourni par le prestataire fait l'objet d'une expertise indépendante conformément à l'article 6 du décret du 9 juillet 2014 n°2014-793.

Article 11 – Calendrier et déroulement des opérations électorales

| Date | Opération à réaliser |
|---|--|
| Liste électorale | |
| <i>Au moins 60 jours avant date du scrutin</i> | Publicité liste électorale |
| <i>Du jour de l'affichage jusqu'à J-5 avant scrutin</i> | Vérification et réclamations par les électeurs |

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

042-214201873-20221013-13OCTN10-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 17/10/2022

Affichage : 17/10/2022

| Listes des Organisations Syndicales | |
|--|---|
| <i>Au moins 6 semaines avant scrutin</i> | Dépôt des listes de candidats par OS |
| <i>Au plus tard le jour suivant date limite de dépôt</i> | Constatation irrecevabilité |
| <i>Au plus tard le 2^{ème} jour suivant date limite de dépôt</i> | Affichage des listes des candidats dans collectivité ou établissement |
| Scrutin | |
| <i>Au plus tard à J-10</i> | Envoi des identifiants |
| | Scellement |
| <i>Jour J</i> | Ouverture des votes |
| <i>De JJ à J+7</i> | Déroulement du scrutin |
| | Dépouillement |

Il est demandé au Conseil Municipal de bien vouloir :

- examiner et approuver les modalités d'organisation des élections professionnelles selon l'organisation matérielle définie ci-dessus ;
- examiner et approuver le coût financier de 2 970 € T.T.C. de ces élections professionnelles ;
- autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à signer tous les documents nécessaires.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal

ADOpte A L'UNANIMITE

ROANNE, le **17 OCT.2022**

Le Secrétaire de séance,

Le Maire,



Edmond BOURGEON

Yves NICOLIN
Président de Roannais Agglomération

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

042-214201873-20221013-13OCTN10-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 17/10/2022

Affichage : 17/10/2022